

L'affaire « Arthur »

Les faits.

Arthur Capiaux est propriétaire d'un immeuble à appartements. Il loue un de ses appartements à une dame, Carmen Fontaine. Cette dernière cohabite depuis quelques mois avec Mario Fabiani.

La police est appelée lundi 4 novembre 2021, en fin de journée, pour une bagarre qui se déroule dans l'appartement de Carmen Fontaine.

Dans l'appartement, elle trouve un blessé. Il s'agit d'Arthur, le propriétaire de l'appartement. Celui-ci déclare avoir été agressé par Mario, le compagnon de Carmen. Il déclare que Mario se trouve également dans l'appartement. La police découvre en effet Mario, couché par terre, en sang. Mario n'est pas en état d'être entendu.

Carmen arrive dans l'appartement après l'arrivée de la police.

Mario n'est pas domicilié à l'adresse.

Un prélèvement sanguin est effectué sur Arthur et Mario, pour vérifier s'ils avaient consommé de l'alcool. Le résultat est négatif pour Arthur et légèrement positif pour Mario.

Mario a une fracture à l'orbite gauche. Il est aux soins intensifs, mais ses jours ne sont pas en danger. Il devra être opéré et ne pourra pas être entendu avant quelques jours. Il sera hospitalisé durant 2 jours et déclaré en incapacité de travail durant 2 semaines.

Arthur est également blessé, mais plus légèrement, à la tête et à l'épaule.

Arthur n'a pas d'antécédents (il n'a jamais été condamné), mais il est connu des services de police notamment pour coups et blessures et détention d'armes prohibées.

Arthur a été privé de liberté sur ordre du procureur du Roi et amené par la police au palais de justice. Au moment de son arrestation, Arthur portait sur lui un couteau et une bombe lacrymogène.

Le procureur a mis l'affaire à l'instruction et a demandé un mandat d'arrêt. Le juge d'instruction n'a pas délivré ce mandat d'arrêt : Arthur a donc été libéré.

Les versions des différents protagonistes (actées par la police)

Carmen Fontaine (née le 04/06/91, domiciliée **rue de l'Etang 56, 1040 Bruxelles**)

Je suis **locataire de l'appartement dont Arthur est le propriétaire**. Mario est mon compagnon et il vit chez moi.

J'ai eu une relation amoureuse avec Arthur mais **j'ai** rompu cette relation car il se montrait agressif envers moi.

Selon moi, **depuis qu'Arthur est au courant de** ma relation avec Mario, il est jaloux : **il n'arrête pas** de trouver des excuses pour me rendre visite et **il s'est déjà battu avec Mario**.

Arthur m'a récemment adressé un recommandé de préavis. Je dois **quitter l'appartement** dans un mois. Je pense **que c'est parce que** je ne veux plus recommencer une relation avec lui.

Au moment des faits, je ne sais pas ce **qui s'est passé**, je **n'étais pas** à la maison.

Arthur Capiaux (né le 13/02/1991, domicilié rue Américaine 23, 1050 Bruxelles)

Je me suis rendu chez Carmen dans mon immeuble car **l'après-midi**, un des ses voisins **m'avait appelé** pour se plaindre de bruits provenant de son appartement. **D'après lui, il s'agissait d'une** dispute assez violente entre Carmen et Mario. **J'ai d'ailleurs reçu** récemment une lettre de plainte d'autres voisins, au sujet du bruit.

La porte de rue **de l'immeuble était ouverte**. Je suis entré, je suis monté chez Carmen et **j'ai** frappé à la porte de l'appartement. **Mario a ouvert la porte et m'a** invité à rentrer. Je lui ai demandé de faire moins de bruit puis je me suis retourné pour quitter **l'appartement**. À ce moment-là, **j'ai** reçu un coup sur la tête. Je me suis retourné et je me suis **défendu**. **Une bagarre s'en est suivie**.

Après quelques coups, Mario est tombé au sol. Ensuite, la police est arrivée.

C'est vrai que je fais du sport de combat. Je reconnais aussi avoir eu une relation amoureuse avec Carmen mais **c'est fini** depuis 6 mois et **j'ai** une nouvelle petite amie. **Je n'ai jamais** été violent avec Carmen. Par contre, selon moi, Mario, qui a un **penchant pour l'alcool, est** parfois violent avec elle.

Mario Fabiani (née le 02/04/91, résidant **rue de l'Etang 56, 1040 Bruxelles**)

Arthur **est entré dans l'appartement** en utilisant sa clé. Je dormais dans le canapé. **Dès qu'il m'a vu, il s'est montré agressif et m'a frappé**. Je me suis défendu mais ses coups étaient très violents. Les coups ont entraîné ma chute. Arthur a continué à me frapper, alors que **j'étais au sol**.

Je **pense que j'ai** perdu connaissance pendant quelques secondes. Je reconnais avoir porté des coups à Arthur, pour me **défendre**. **Ce n'est pas la première fois qu'on** se bat. Je confirme la version de Carmen.

Les suites judiciaires.

1. L'instruction :

Le/la procureur·e a mis l'affaire à l'instruction (= le juge d'instruction mène une enquête pour trouver les éléments qui accablent et qui innocentent Arthur). Vu la gravité des faits, il a aussi demandé un mandat d'arrêt pour Arthur. Le/la juge d'instruction n'a pas délivré ce mandat d'arrêt : Arthur a donc été libéré.

2. Le renvoi devant le tribunal correctionnel :

L'instruction terminée, le/la Procureur·e du Roi estime qu'il y a suffisamment d'éléments à charge et demande le renvoi d'Arthur devant le tribunal correctionnel pour deux préventions (=délits) :

1. coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité de travail temporaire,
2. port d'arme prohibée (le couteau et la bombe lacrymogène).

Par contre, le/la procureur·e considère qu'il n'y a pas assez d'éléments à charge d'Arthur en ce qui concerne le chef d'effraction au domicile de Carmen.¹

3. La mise en place du procès correctionnel²

Mario décide de se constituer partie civile et demande les services d'un/une avocat·e.

L'avocat de Mario aura donc pour tâche de demander une réparation pour les dommages subis par son client et de plaider pour défendre ses intérêts.

Arthur a, bien entendu, également droit à un/une avocat·e : l'avocat·e de la défense.

Dans ce procès, nous aurons donc 6 rôles : Le/la juge, le/la procureur·e du roi (ou son substitut), Mario et son avocat·e, Arthur et son avocat·e.

1 Un·e propriétaire ne peut entrer chez son locataire, avec sa propre clé, sans son autorisation.

2 Il y avait une alternative au procès : lorsqu'Arthur a été arrêté et amené au palais de justice, le/la Procureur·e du Roi aurait pu entendre Arthur et lui proposer la médiation pénale, au lieu de mettre l'affaire à l'instruction, malgré la gravité des faits : Arthur a porté des coups, mais Mario également. La médiation, si elle avait été proposée et acceptée par Arthur et Mario, permettrait peut-être à ces deux personnes, qui se connaissent, de s'expliquer, de régler leur problème et de se mettre d'accord sur un éventuel dédommagement.